

Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale relative à l'exploitation d'une unité de méthanisation de boues de stations d'épuration au sein de la station d'épuration de l'Almanarre à Hyères, exploitée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée

**Le préfet du Var,**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Philippe MAHE préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2024/14/MCI du 12 avril 2024 portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu la directive européenne 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu la décision d'exécution (UE) n°2018/1147 de la commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L214-1 à L214-6 du code précité ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée, approuvé par arrêté du 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009, modifié, par l'arrêté du 14 juin 2021, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de

méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mai 2007 portant autorisation, au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement, du système d'assainissement de l'agglomération Hyères-Carqueiranne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2007 portant autorisation d'exploiter une chaudière au biogaz par le syndicat intercommunal Hyères-Carqueiranne pour l'assainissement de la Baie de Giens, sur la commune de Hyères, quartier l'Almanarre ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 juin 2011 portant autorisation, au titre de l'article L214-1 du code de l'environnement, du système d'assainissement de l'agglomération Hyères-Carqueiranne ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juin 2018 portant autorisation, complémentaire au titre de l'article L181-14 du code de l'environnement, du système d'assainissement de l'Almanarre, située à Hyères ;

Vu la demande d'autorisation environnementale déposée le 22 juin 2021, complétée les 28 février, 22 avril et 24 juin 2022, par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dont le siège social est situé, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, concernant l'exploitation d'une unité de méthanisation de boues de stations d'épuration au sein de la STEP de l'Almanarre à Hyères ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R181-18 à R181-32 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 30 mai 2023 ;

Vu la réponse de l'exploitant à l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 21 septembre 2023 ;

Vu le rapport de fin de phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale, du 7 novembre 2023, établi par l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var, estimant le dossier complet suffisamment régulier ;

Vu la décision en date du 19 décembre 2023 de la présidente du tribunal administratif de Toulon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2024 portant ouverture d'une enquête publique, du 12 février au 14 mars 2024 inclus, relative à la demande d'autorisation environnementale de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, concernant l'exploitation d'une unité de méthanisation de boues de stations d'épuration au sein de la STEP de l'Almanarre à Hyères ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans les communes concernées par l'avis au public ;

Vu la publication les 25 et 27 janvier 2024 et 12 février 2024 de l'avis au public dans deux journaux locaux ;

Vu les registres d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu le rapport, les conclusions et avis motivé du commissaire enquêteur, réceptionnés à l'issue de l'enquête publique, transmis notamment au pétitionnaire et à l'inspecteur de l'environnement le 26 mars 2024 ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mai 2024 prorogeant de deux mois, jusqu'au 25 juillet 2024, le délai d'instruction de la demande d'autorisation présentée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2024 prorogeant d'un mois, jusqu'au 25 août 2024, le délai d'instruction de la demande d'autorisation présentée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

Vu le rapport du 6 août 2024 et les propositions de l'inspecteur de l'environnement de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte d'Azur, unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var ;

Vu le projet d'arrêté d'autorisation communiqué, le 6 août 2024, par courriel au demandeur dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu la réponse de l'exploitant transmise par courriel du 19 août 2024 émettant des observations sur le projet d'arrêté d'autorisation ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant que les activités exercées relatives à l'exploitation d'une unité de méthanisation avec épandage des digestats, épuration de biogaz, en vue de son injection dans le réseau de gaz naturel, sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger, mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, susvisé, et qu'il convient en conséquence de prévoir les mesures adaptées destinées à prévenir ou empêcher leurs effets ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que l'exploitant a apporté les compléments au cours de la procédure ;

Considérant que le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable sans recommandation à l'issue de l'enquête publique ;

Considérant que le demandeur a analysé toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables sur ses installations mais que malgré celles-ci, l'étude de dangers jointe à la demande d'autorisation, susvisée, fait état de phénomènes dangereux, dont les zones d'effets irréversibles pour la vie humaine sortent des limites de propriété de l'exploitant et que celles-ci doivent être prises en compte pour la maîtrise de l'urbanisation future ;

Considérant que les conditions d'exploitation, en particulier la gestion des digestats produits, leur stockage et leur épandage sont de nature à prévenir les risques de pollution des sols et des eaux superficielles et souterraines ;

Considérant que le dossier présente des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement ; et que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;



Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R181-18 à R181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions d'exploitation et de remise en état, telles qu'elles sont définies par les prescriptions ci-jointes, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de l'environnement ;

Considérant dès lors que la consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requise, en application de l'article R181-39 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Var,

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales**

#### *CHAPITRE - 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation*

##### **Article - 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée (SIRET 248 300 543 00271), dont le siège social est situé, 107 Boulevard Henri Fabre, sur la commune de TOULON (83041), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs en date des 30 mai 2007, 20 septembre 2007, 6 juin 2011 et 29 juin 2018 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Hyères, au 601 Route des Marais, les installations détaillées dans les articles suivants.

##### **Article - 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations**

Les installations autorisées sont situées sur la commune et parcelles suivantes :

<b>Commune</b>	<b>Parcelles</b>
HYERES – Section EL	78
HYERES – Section EL	79

##### **Article - 1.1.3 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**



Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE listées au 1.2 ci-dessous.

#### **Article - 1.1.4 Installations non visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement, dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement, dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

### **CHAPITRE - 1.2 Nature des installations**

#### **Article - 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Quantité autorisée	Régime (*)
2781-2a	Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production : 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires : a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 100 t/j c) la quantité de matières traitées étant inférieure à 30 t/j 2. Méthanisation d'autres déchets non dangereux a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j	Méthanisation de boues Capacité de traitement : 78 022 t/an soit 213,8 t/jour	A

	<i>b) la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 t/j</i>		
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– traitement biologique ;</li> <li>– prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la coïncinération ;</li> <li>– traitement du laitier et des cendres ;</li> <li>– traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants ;</li> </ul> <p>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</p>	<p>Méthanisation de boues</p> <p>Capacité de traitement : 78 022 t/an soit 213,8 t/jour</p>	A (IED)

(\*) A (autorisation)

L'établissement est visé dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour son activité de valorisation de déchets non dangereux non inertes par traitement biologique (rubrique n°3532).

La rubrique soulignée (3532) désigne la rubrique principale de l'établissement conformément à l'article R515-61 du code de l'environnement.

Le BREF applicable, associé à cette rubrique, est le BREF WT « Traitement des déchets (août 2018) ».

La station d'épuration (STEP) de l'Almanarre et ses équipements, dont le digesteur des boues (production de méthane) et cuves associées, est quant à elle déjà autorisée au titre de la Loi sur l'Eau. Le projet ne relève pas de nouvelle rubrique au titre de la Loi sur l'Eau.

#### **Article – 1.2.2 Description des nouvelles installations à implanter (cf plan en annexe)**

La demande porte sur les installations suivantes :

- un local de réception des boues externes ;
- un défilasseur, les dimensions du bâtiment sont de 17,3 mètres x 6,6 mètres pour une hauteur de 6,5 mètres ;
- une bâche pour le stockage des boues pour dilution ;
- une fosse de réception des graisses ;
- une bâche de stockage (ex « Biolix ») de 425 m<sup>3</sup> (ouvrage existant) ;

- une bâche d'homogénéisation des graisses (ouvrage existant) ;
- un local pompes à chaleur ;
- un digesteur mésophile de 3 500 m<sup>3</sup> (ouvrage existant) ;
- une cuve de stockage de digestats bruts de 500 m<sup>3</sup> (ouvrage existant) ;
- un local de déshydratation des digestats ;
- des silos de stockage de digestats déshydratés ;
- un gazomètre de 570 m<sup>3</sup> (ouvrage existant) ;
- une unité de purification du biogaz ;
- des locaux techniques avec chaufferie et unité de désulfuration du biogaz ;
- une torchère (ouvrage existant) ;
- un échangeur réchauffage intrant ;
- un poste injection GrDF.

#### **Article – 1.2.3 Implantation (cf plan annexe)**

Les nouveaux équipements sont implantés et réalisés conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Le plan détaillé, précisant les emplacements des différents équipements et les dispositifs associés, est annexé au présent arrêté. Il est mis à jour chaque fois que nécessaire.

Le choix du site d'implantation est fait de telle manière qu'il ne porte pas atteinte à l'environnement, au paysage ou à la santé, notamment en ce qui concerne la proximité d'immeubles d'habitation ou de zones fréquentées par des tiers.

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

#### *CHAPITRE – 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation*

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités, conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

#### *CHAPITRE – 1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité*

##### **Article – 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état**

Sans préjudice des mesures de l'article R512-74 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci conformément aux articles R512-39-1 à R512-39-5 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage à vocation d'activité industrielle.



La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant adresse également au préfet un dossier comprenant le plan à jour de l'exploitation (accompagné de photos), le plan de remise en état définitif sur lequel figure le détail des actions engagées de réaménagement et de mise en sécurité du site, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus dans le dossier de demande d'autorisation déposé le 22 juin 2021, complétée les 28 février, 22 avril et 24 juin 2022.

La notification comporte, en outre, une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnées à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollutions significatives du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenues depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site, dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous.

En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

#### **Article – 1.4.2 Durée de l'autorisation**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation, soit dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, conformément à l'article R181-48 du code de l'environnement.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R523-1, R523-4 et R523-17 du code du patrimoine.

## *CHAPITRE – 1.5 Garanties financières*

Non concerné

## *CHAPITRE – 1.6 Modifications*

### **Article – 1.6.1 Porter à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article – 1.6.2 Mise à jour des études d'impacts et de dangers et du plan d'épandage**

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

### **Article – 1.6.3 Équipements abandonnés**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation, afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

### **Article – 1.6.4 Transfert sur un autre emplacement**

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou de déclaration.

### **Article – 1.6.5 Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'exploitation.

## *CHAPITRE – 1.7 Documents tenus à la disposition de l'inspection*

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- ☐ le dossier de demande d'autorisation initial,



- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

#### *CHAPITRE – 1.8 Réglementation*

##### **Article – 1.8.1 Réglementation applicable**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités, ci-dessous, (liste non exhaustive) :

Textes
Arrêté du 31 mars 1980, modifié, relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
Arrêté du 10 juillet 1990, modifié, relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées.
Arrêté du 23 janvier 1997, modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
Arrêté du 2 février 1998, modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation .
Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
Arrêté du 31 janvier 2008, modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (GEREP).



Arrêté du 10 novembre 2009 modifié par l'arrêté du 14 juin 2021 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.
Arrêté du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
Arrêté du 23 octobre 2013 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole .
Arrêté du 28 avril 2014, modifié, relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement (GIDA F).
Arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.
Arrêté du 22 octobre 2020 approuvant un cahier des charges pour la mise sur le marché et l'utilisation de digestats de méthanisation d'intrants agricoles et/ou agro alimentaires en tant que matières fertilisantes.
Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement.
Arrêté du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

### **Article – 1.8.2 Arrêté ministériel de prescriptions générales, dérogation à des prescriptions**

En référence à la demande de l'exploitant la prescription de l' :

- **Article 4** de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié par l'arrêté du 14 juin 2021 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées **est aménagée, suivant les dispositions du Titre 2 « Prescriptions particulières » du présent arrêté.**

### **Article – 1.8.3 Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits

dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

#### **Article – 1.8.4 Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs**

Les prescriptions suivantes sont modifiées par le présent arrêté

Référence de l'arrêté préfectoral antérieur	Références de l'article dont les prescriptions sont modifiées	Références de l'article correspondant du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 20 septembre 2007	3.2.3 – Valeurs limites de rejets	3.8 – Modalités de contrôle des rejets atmosphériques

## **TITRE 2 – Prescriptions particulières**

*CHAPITRE – 2.1 Dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié par l'arrêté du 14 juin 2021 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées ;*

Compte tenu d'installations (au titre de la réglementation des ICPE) autorisées après le 1<sup>er</sup> juillet 2021 et dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023, les dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 dans sa version en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2012 sont applicables. Elles sont reproduites ici :

### **Distance d'implantation**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas située dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine, et l'aire ou les équipements de stockage des matières entrantes et des digestats sont distants d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; **la distance minimale aux rivages et berges des cours d'eau, est égale à 35 mètres.** La distance entre les digesteurs et les habitations occupées par des tiers ne peut pas être inférieure à 50 mètres, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite à la jouissance.



Sans préjudice des dispositions applicables relatives à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement, l'arrêté préfectoral mentionne la distance minimale d'implantation de l'installation ou de ses différents composants par rapport aux habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets ou des eaux usées. La détermination de ces distances s'appuie notamment sur l'étude de dangers et l'étude d'impact.

## *CHAPITRE – 2.2 Accessibilité au site et aux installations*

Le site n'étant pas occupé 24 heures sur 24 tous les jours de l'année, un personnel devra être désigné, afin d'assurer l'ouverture du site aux sapeurs-pompiers et la mise en œuvre des mesures de sauvegarde propres à l'exploitant, dans un délai compatible avec l'urgence de la situation constatée.

Conformément à l'étude de dangers, l'aire de circulation devra avoir les caractéristiques suivantes :

- largeur utile de 6 mètres, hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et une pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres. Une surlargeur de  $S = 15/R$  mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résistera à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment sera à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle ne sera disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

Les voies en cul-de-sac doivent être signalées.

Des zones de stationnement pour les poids lourds et les véhicules légers seront prévues afin de ne pas occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins du service d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment.

Les zones représentant un risque particulier d'incendie ou d'explosion figurent sur un plan visible, depuis l'accès des sapeurs-pompiers.

Les organes de coupures sont facilement accessibles et visibles depuis les voies de circulation.

## *CHAPITRE – 2.3 Défense extérieure contre l'incendie*

Le besoin en eau, calculé selon la D9, est de 60m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures.



Des aires de mise en œuvre des engins d'incendie de 32 m<sup>2</sup> minimum devront être signalées au sol au droit des poteaux incendie, afin de préserver la possibilité de stationnement pour les sapeurs-pompiers.

#### *CHAPITRE – 2.4 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles*

L'exploitant dispose d'une rétention des eaux d'extinction d'un volume de 15 m<sup>3</sup> associée à l'unité de purification du biogaz.

### **TITRE 3 – Prévention de la pollution atmosphérique**

#### *CHAPITRE – 3.1 Dispositions générales*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents et à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour diminuer la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

À l'exception de l'usage de la torchère pour brûler le biogaz, en cas d'excès, tout brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

### *CHAPITRE – 3.2 Émissions diffuses et envols de poussières*

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour prévenir les envols de poussières et les dépôts de matières diverses :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique ;
- les zones de chargement et déchargement sont équipées de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site.

### *CHAPITRE – 3.3 Composition du biogaz pour l'injection dans le réseau de la société Grdf*

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

La teneur en  $\text{CH}_4$  et  $\text{H}_2\text{S}$  du biogaz produit est mesurée en continu, au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné, a minima, tous les trois ans par un organisme extérieur compétent.

Le biogaz issu de l'installation de méthanisation est traité dans un système de lavage chimique et de filtration sur charbon actif pour éliminer l' $\text{H}_2\text{S}$ . La teneur maximale en  $\text{H}_2\text{S}$  du biogaz en sortie du digesteur et en sortie de l'unité d'épuration est inférieure à  $5 \text{ mg/Nm}^3$ .

Après épuration, le biométhane doit présenter des caractéristiques conformes aux prescriptions de la société GrdF.

### *CHAPITRE – 3.4 Pollutions accidentelles*

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

### *CHAPITRE – 3.5 Odeurs*

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.



Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés, autant que possible, dans des locaux confinés et si besoin ventilés.

Tous les rejets atmosphériques du site pouvant être à l'origine de nuisances olfactives sont canalisés et acheminés vers un système de traitement efficace comprenant a minima un biofiltre.

L'ensemble du système de réception des boues sera couvert dans un local dédié, avec une zone de stationnement couverte pour le camion lors du dépotage.

Les opérations de chargement sont réalisées lorsque les portes d'accès seront closes permettant, d'une part, de limiter les nuisances olfactives et, d'autre part, de limiter le bruit.

Le local sera raccordé au système de désodorisation de la STEP existant.

Les sources potentielles d'odeurs difficiles à confiner, en raison de leur grande surface, sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants.

#### Principales sources d'émission

L'exploitant réalise dans l'année suivant la mise en service des nouveaux équipements un dossier consacré aux odeurs, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.

Le dossier comprend une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser pour permettre de respecter l'objectif de qualité de l'air et d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains, en référence à l'état initial olfactif du site avant mise en place de l'installation.

Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude, doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation, ne doit pas dépasser la limite de 5 UOe/m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %.

Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de méthanisation et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

#### Plan de gestion des odeurs aux abords du site

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre de son système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs.



Ce plan de gestion des odeurs comprend l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- un protocole de surveillance des odeurs, tel que décrit ci-après ;
- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

#### Surveillance périodique des odeurs

La surveillance des odeurs peut être réalisée en appliquant :

- les normes olfactométrie dynamique conformément à la norme EN 13725 pour déterminer la concentration des odeurs, ou la norme EN 16841-1 ou -2 pour déterminer l'exposition aux odeurs ;
- en cas de recours à d'autres méthodes pour lesquelles il n'existe pas de norme EN (p. ex. estimation de l'impact olfactif), les normes ISO, les normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.

#### La fréquence de surveillance des odeurs est semestrielle.

Dans les 6 mois suivants la mise en service de l'installation, des mesures de débit d'odeur dans l'environnement du site sur lequel est projetée l'installation sont réalisées. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, au plus tard dans les trois mois qui suivent la réalisation de ces mesures.

Ces mesures de débit d'odeur sont renouvelées dans les 18 mois suivants la mise en service de l'installation et ensuite périodiquement tous les 3 ans, si les valeurs limites sont respectées. Sinon la fréquence reste tous les 12 mois en période défavorable (été) jusqu'à ce que le niveau d'odeur soit maîtrisé. L'étude de dispersion atmosphérique est mise à jour à l'occasion de ces campagnes de mesures. Ces fréquences sont susceptibles d'évoluer selon les résultats des mesures de débit d'odeur et de l'étude de dispersion atmosphérique.

Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques. La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiés par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites.

#### Équipement de traitement des odeurs

Le biofiltre est correctement dimensionné, entretenu, exploité et surveillé, de manière à éviter tout dysfonctionnement. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement de cette installation de traitement est susceptible de conduire à une émission d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage,

l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éliminer ou réduire la pollution émise dans les plus brefs délais.

L'exploitant procède au contrôle des équipements de traitement des odeurs au minimum une fois par an. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants :

- composés soufrés ;
- ammoniac ;
- concentration d'odeur.

Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier relatif à la maintenance préventive.

Au bout de trois ans, l'exploitant transmettra le bilan de ces contrôles à l'inspection et pourra, le cas échéant, demander à diminuer la fréquence de contrôle des équipements de traitement des odeurs.

### Plainte

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

L'exploitant tient à jour et joint au dossier de maintenance préventive un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.

En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées, selon les méthodes normalisées de référence, sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.

## **CHAPITRE – 3.6 Transport des matières entrantes et des digestats**

Le transport des déchets intrants se fait pour les solides en camions correctement fermés (benne bâchée, etc), pour les liquides en camions citerne ce qui évite tout contact avec l'air et toute émanation d'odeur, depuis leur point de transport de départ, jusqu'à l'aire de dépotage.

Le transport des digestats vers les stockages connexes ou le site de valorisation (pour les digestats solides) est également assuré à minima par des véhicules ainsi équipés, ou une benne à fond mouvant couverte pour le digestat solide.



Ces camions empruntant la voie publique, l'exploitant, s'il ne réalise pas lui-même le transport des digestats qu'il produit, s'assure que chaque véhicule dispose du récépissé de déclaration prévu à l'article R541-51 du code de l'environnement et de la validité de ce dernier.

En aucun cas, les matières transportées ne doivent être emportées par le vent ou se déverser sur la chaussée.

Les éventuelles dégradations causées aux voiries départementales et communales par l'exploitation de l'établissement pourront être mises à la charge de l'exploitant dans le cadre des dispositions des articles L131-8 et L141-9 du code de la voirie routière.

### *CHAPITRE – 3.7 Confinement du Biogaz*

Pour éviter toute émission diffuse de biogaz, les digesteurs sont maintenus étanches (sauf dispositifs de sécurité) et les post-digesteurs sont équipés d'une double membrane étanche et résistante à l'action chimique et physique du biogaz. Ils sont tous équipés de soupapes de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage. Les digesteurs sont en outre équipés d'un évent d'explosion soufflable au niveau de leur toit métallique dont la pression de déclenchement permet d'éviter la rupture du contenant.

L'exploitant procède à une surveillance de la qualité du biogaz par l'intermédiaire d'un analyseur permettant de suivre en continu l'évolution des concentrations en CH<sub>4</sub>, O<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>S. Cet équipement de mesure est contrôlé et calibré annuellement et étalonné à minima tous les 3 ans par un organisme extérieur agréé.

Le biogaz est injecté dans le réseau de transport de gaz naturel, après traitement et épuration. En aucun cas, il n'est émis à l'atmosphère en fonctionnement normal des installations (cf article 3.1 du présent arrêté).

### *CHAPITRE – 3.8 Modalités de contrôle des rejets atmosphériques*

Les valeurs limites des rejets atmosphériques et leur modalité de contrôle sont précisées dans le tableau ci-après :

N° conduit	Équipement	Fréquence	Paramètres mesurés	Mesures et analyses effectuées
1	Torchère	En continu	Température	En interne
		Tous les 1 500 h de fonctionnement ou tous les 5 ans	Débit, température, pression, %O <sub>2</sub> , %, H <sub>2</sub> O, SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , CO	Par un organisme extérieur accrédité COFRAC
2	Chaudière biogaz	Tous les 1 500 h de fonctionnement ou tous les 5 ans	Débit, température, pression, %O <sub>2</sub> , %, H <sub>2</sub> O, SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , CO	Par un organisme extérieur accrédité COFRAC



3	Chaudière gaz naturel	Tous les 1 500 h de fonctionnement ou tous les 5 ans	Débit, température, pression, %O <sub>2</sub> , %, H <sub>2</sub> O, SO <sub>2</sub> , NO <sub>x</sub> , CO	Par un organisme extérieur accrédité COFRAC
---	-----------------------	--	---	---

## TITRE 4 – Conditions particulières à certaines installations de l'établissement

### CHAPITRE – 4.1 Dispositions particulières applicables à la méthanisation

Les installations de méthanisation sont implantées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, intégrant les prescriptions particulières de cet arrêté. Elles doivent également respecter les dispositions ci-après.

#### Article – 4.1.1 Matières et déchets autorisée à l'admission dans l'installation de méthanisation

L'installation est autorisée à traiter **78 022 tonnes par an** de déchets et autres matières produisant du biogaz selon le procédé.

Les matières premières autorisées sont précisées dans le tableau suivant :

Produits	STEP Almanarre	STEP Amphora	Externes
<b>Boues mixtes</b>	6 790 kg MS/j dont 5 300 kg MS/j de Boues primaires et 1 325 kg MS/j de Boues biologiques	5 710 kg MS/j dont 4 570 kg MS/j de Boues primaires et 1 140 kg MS/j de Boues biologiques	-
<b>Graisses</b>	165 kg MS/j	-	112 kg MS/j

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet (R181-46 du code de l'environnement).

#### Article – 4.1.2 Matières et déchets non autorisés à l'admission dans l'installation de méthanisation

L'admission des déchets suivants est interdite :

- les déchets dangereux au sens de l'article R541-8 du code de l'environnement ;
- les sous-produits de catégorie 1 définis à l'article 4 du règlement RE 1069-2009 ;
- les déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ;
- les boues de stations d'épuration urbaines et industrielles répondants à la définition de l'article R543-312 du code de l'environnement ;
- les déchets d'activité de soins ;
- les déchets de ou issus d'ordures ménagères qui ne seraient pas issus d'une collecte sélective de biodéchets ;

- cultures alimentaires ou énergétiques au sens de l'article D543-291 et suivants du code de l'environnement ;

Les déchets ou matières végétales non listés à l'article 4.1.1 qui ne sont pas mentionnés ci-dessus sont soumis à l'avis de l'inspection avant toute admission.

### **Article – 4.1.3 Règles d'admission**

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières et déchets admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères auxquels ils doivent satisfaire et dont la vérification est requise. Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur, une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient à minima les éléments suivants pour la caractérisation des déchets et matières entrantes :

- source et origine des déchets ou de la matière ;
- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;
- son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;
- les conditions de son transport ;
- le code du déchet conformément à la liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux ;
- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site ;
- Les analyses en éléments traces métalliques et composés traces organiques à l'exception des effluents d'élevages, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

### **Article – 4.1.4 Enregistrements lors de l'admission**

Conformément aux dispositions des articles R541-42 à R541-45 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un ou plusieurs registres chronologiques de la réception des déchets non dangereux établi(s) conformément aux dispositions nationales fixées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations à suivre.



Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

- leur désignation et du code des déchets indiqué dans la liste unique des déchets qui figure à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 remplaçant la décision 94/3/CE établissant une liste de déchets en application de l'article 1er, point a), de la directive 75/442/CEE du Conseil relative aux déchets et la décision 94/904/CE du Conseil établissant une liste de déchets dangereux en application de l'article 1er, paragraphe 4, de la directive 91/689/CEE du Conseil relative aux déchets dangereux ;
- la date de réception ;
- le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;
- le nom et l'adresse de l'expéditeur initial y compris en interne ;
- le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
- le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R541-50 du code de l'environnement ;
- la désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;
- la date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;
- le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans, en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article – 4.1.5 Réception des matières et déchets**

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des déchets et matières entrantes. À défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume) des matières produites sur son site (boues de step internes et digestat liquide) et recyclés en interne.

Les modalités de réception des matières entrantes sont décrites dans l'article 4.1.3 « règles d'admission » du présent arrêté.

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

#### **Article – 4.1.6 Règles d'entreposage et de stockage**

##### ***Déchets, Matières entrants et Produits***

Le déchargement des déchets externes ou matières entrants solides est réalisé :



- dans la trémie de réception du bâtiment de réception avant dilution des boues et leur transfert vers la bache d'homogénéisation ;

La réception des graisses extérieures est composée d'une bache de réception avec un dépotage via un raccord adapté.

Le sol du bâtiment de réception et les aires de stockage sont imperméabilisés et étanches, afin d'éviter tout écoulement d'effluents liquides. Les zones de déchargement sont équipées des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.

Le déchargement des matières susceptibles de générer des nuisances se fait au moyen d'un dispositif qui isole celles-ci de l'extérieur ou par tout autre moyen équivalent.

Le bâtiment de réception des matières entrantes est relié à une installation de traitement des odeurs.

Les trémies destinées à la réception des matières odorantes et les équipements de préparation de ces matières sont situés dans un bâtiment fermé.

Les émissions odorantes sont confinées et traitées de manière adéquate.

Les cuves de stockage sont munies d'une rétention, ou positionnées sur une dalle étanche formant rétention.

**Les produits utilisés et stockés au sein de l'unité de méthanisation sont présentés dans le tableau suivant :**

Nom du produit	Lieu de stockage	Conditionnement	Quantité maximale sur le site
Charbon actif	Local désodorisation/ container purification biogaz	Cuve et silo de 1 m <sup>3</sup>	5 m <sup>3</sup>
Soude à 30 % - 32 %	Local boues	Bidons de 20 L	1 000 Litres
Praestol 857 BS	Local boues	Big bag de 625 kg	2 500 kg
Chaux vive	Local boues	Silo de 83 m <sup>3</sup>	83 m <sup>3</sup>

Ces produits peuvent être substitués ou complétés par d'autres, dès lors qu'ils sont nécessaires au process

## **CHAPITRE – 4.2 Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles**

### **Article – 4.2.1 Organisation de l'établissement**

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article – 4.2.2 Rétention et confinement**

L'installation est munie d'une zone de rétention étanche, réalisée en enrobé et délimitée par des merlons recouverts de géomembrane destinée à retenir à l'intérieur du site les digestats ou matières en cas de débordement, déversement accidentel ou perte d'étanchéité d'un post-digesteur, d'un digesteur, d'une cuve de stockage de matières liquides correspondant à 50 % du volume total des installations dans cette zone.

Les installations et stockages qui ne se trouvent pas dans cette zone de rétention sont munis de leur propre rétention ou dispositif de détection de fuite selon la réglementation en vigueur (article 42 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009, susvisé). L'exploitant réalise et transmet à l'inspection, après la fin des travaux, un dossier des ouvrages exécutés (DOE) de rétention et/ou détection de fuite réalisés sur l'ensemble du site.

L'exploitant met en place les mesures techniques et organisationnelles visant à assurer le maintien en permanence de la capacité de rétention minimale.

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts, dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les cuves semi-enterrées sont équipées d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10<sup>-7</sup> mètres par seconde, elles sont, en outre, équipées d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.

Le DOE mentionné dans les présentes prescriptions précise la perméabilité mesurée lors de la réalisation des travaux et, le cas échéant, si une géomembrane avec détecteur de fuite a été installée.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement n'est autorisé, sous le niveau du sol environnant, que dans des réservoirs, en fosse maçonnée, ou assimilés.

Les produits récupérés, en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées, dès que possible, des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement routier sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées, selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont fermés par un dispositif d'obturation automatique. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

#### **Article – 4.2.3 Entretien et surveillance**

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller, à intervalles réguliers, les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justificatifs (procédures, comptes rendus des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, des installations de combustion et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré, avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé, au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place.

Ce programme inclut, notamment la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris, le cas échéant, de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'homme) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées



par une personne compétente, selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

#### **Article – 4.2.4 Réservoirs**

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

#### **Article – 4.2.5 Règles de gestion des stockages en rétention**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé, sous le niveau du sol, que dans des réservoirs, installés en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.

#### **Article – 4.2.6 Stockage sur les lieux d'emploi**

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des mélanges dangereux sont limités en quantité stockée et utilisés dans les ateliers au minimum techniques permettant leur fonctionnement normal.

#### **Article – 4.2.7 Transports – Chargements – Déchargements**

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

#### **Article – 4.2.8 Élimination des substances ou mélanges dangereux**

L'élimination des substances ou mélanges dangereux, récupérés en cas d'accident, suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

### **CHAPITRE – 4.3 Conditions d'exploitation**

#### **Article – 4.3.1 Meilleures Techniques Disponibles (MTD)**

L'exploitant de l'unité de méthanisation est tenu de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles définies dans les conclusions du BREF WT (traitement des déchets) publiées au JO UE du 17 août 2018 et les arrêtés ministériels associés du 10 août 2010, modifié, (relatif aux installations de méthanisations soumises à autorisation au titre des ICPE) et du 17 décembre 2019 (relatif aux MTD applicables aux installations de traitement de déchets).

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

#### **Article – 4.3.2 Surveillance du procédé de méthanisation**

L'unité de méthanisation est équipée de dispositifs de mesure en continu de la température des matières de fermentation et de contrôle en continu de la pression en biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et détermine, le cas échéant, les seuils d'alarme associés.

La pression relative du biogaz à l'intérieur du digesteur est de 30 mbar maximum.

Un report d'alarme se met automatiquement en place dès qu'une détection se déclenche. Le report est effectué vers un local de conduite des équipements. Un système d'astreinte est mis en place, avec report des alarmes sur les téléphones des agents d'astreinte, permettant une intervention rapide.

#### **Article – 4.3.3 Phase de démarrage des installations**

L'étanchéité du digesteur, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009.



L'exploitant fournit également le zonage ATEX (Atmosphères explosives) réalisé par un organisme agréé.

#### **Article – 4.3.4 Précautions lors du démarrage**

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

#### **Article – 4.3.5 Indisponibilités**

En cas d'indisponibilité des installations supérieure à 2 jours, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation, susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées.

Les durées de fonctionnement de la torchère et les durées d'indisponibilité du poste d'injection sont enregistrées dans un document, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article – 4.3.6 Soupape de sécurité, événement d'explosion**

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif destiné à prévenir les risques de surpression ou de sous-pression, ne débouchant pas sur un lieu de passage et conçu et disposé pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme de maintenance et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation. Ce programme de surveillance est formalisé.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un événement d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion, défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.

Conformément à l'étude de dangers présentée dans le dossier d'autorisation environnementale, en cas d'augmentation de la pression dans le digesteur au-delà de 28 mbar détectés par le contrôle de pression, le biogaz est envoyé à la torchère de façon à éliminer la surpression. En cas d'augmentation de la pression dans le digesteur au-delà de 33 mbar détectés par le contrôle de pression, la soupape de sécurité s'ouvre afin d'éviter toute rupture de l'ouvrage. En cas de défaillance des deux moyens de maîtrise des risques précédents, l'augmentation de la pression du digesteur au-delà de 33 mbar, entraîne l'ouverture du toit du digesteur.

#### **Article – 4.3.7 Dispositifs de sécurité, surveillances et détections des zones pouvant être à l'origine de risques**

Avant toute intervention (opérations de maintenance, curage...), le digesteur est arrêté, vidangé et son ciel gazeux est évacué par ventilation forcée pour écarter le risque d'explosivité. Un plan de prévention est obligatoire pour tous travaux et délivré suite à l'étude des travaux à réaliser, conformément aux risques et scénarios identifiés dans l'étude de dangers. Le plan de prévention est complété par un permis de feu en cas de travaux par point chaud recensant l'ensemble des consignes de sécurité et des moyens de maîtrise des risques.

La qualité de l'air sortant du fermenteur est analysée et le taux d'oxygène doit être compatible avant les opérations de maintenance.

Conformément aux engagements mentionnés dans le dossier de demande d'autorisation, notamment l'étude de dangers et, le cas échéant, en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme judicieusement placé.

L'exploitant dresse la liste exhaustive de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Concernant le suivi et la gestion des fuites, le programme de maintenance du site inclura une recherche annuelle des fuites de biogaz par caméra infrarouge sur l'ensemble des équipements du site (digesteur, torchère...). Toute fuite engendrera une intervention immédiate des équipes de maintenance pour réparer les équipements.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne qualifiée, déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Les conditions d'intervention en cas de fuite de biogaz et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes font l'objet de consignes spécifiques. Ces consignes sont communiquées au voisinage en tant que de besoin.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières.

Un groupe électrogène permet, en cas de coupure de courant, d'alimenter les dispositifs de sécurité, notamment les agitateurs des digesteurs, afin d'éviter la formation d'une croûte en surface pouvant entraîner la montée en pression dans le digesteur.

Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **CHAPITRE – 4.4 Prévention des risques liés au BIOGAZ**

#### **Article – 4.4.1 Comptage du biogaz**

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié au moins une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.



#### **Article – 4.4.2 Canalisations, dispositifs d'ancrage Article**

Les canalisations en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

#### **Article – 4.4.3 Raccords des tuyauteries biogaz**

Les raccords des tuyauteries de biogaz sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local. Elle est asservie à une alarme sonore et visuelle.

Les pressostats de détection de pression minimale de service des brûleurs des chaudières ainsi que la mesure de pression située directement sur la torchère permettent la fermeture des vannes de la canalisation biogaz et protègent le gazomètre contre une diminution de pression, en deçà de la pression minimale admissible. Ils permettent d'assurer que les membranes du gazomètre ne subissent aucune dépression, pouvant entraîner une dégradation de la membrane ou de l'étanchéité. Ils permettent également de détecter toute fuite sur le réseau de biogaz.

#### **Article – 4.4.4 Traitement du biogaz**

Un système de désulfuration du biogaz, permet, par lavage basique du biogaz en amont du stockage dans le gazomètre, de diminuer la teneur en  $H_2S$ . Ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou est doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. Les eaux de lavage peuvent être renvoyées vers la STEP.

#### **Article – 4.4.5 Destruction du biogaz – torchère**

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit.

Le site est équipé d'une torchère permettant la destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz (arrêt, dysfonctionnement, qualité du biogaz non conforme pour son injection dans le réseau de transport), surproduction.

La torchère est éloignée des limites de propriété et des installations à risque explosion/incendie, elle est équipée de dispositifs de contrôle de la température, de détecteurs de flamme, d'un arrête-flammes conforme à la norme NF EN ISO n° 16852.

Le bon fonctionnement de la torchère est testé régulièrement.

En cas de destruction du biogaz par la torchère :

- les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900 °C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde ;

- la température doit être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement ou d'un système régulier de suivi ;
- le temps de fonctionnement de la torchère doit être enregistré ;
- les émissions de SO<sub>2</sub>, CO issues de la torchère font l'objet d'une campagne d'analyses par un organisme extérieur compétent, (campagne réalisée au cours d'une période représentative d'utilisation justifiée par l'exploitant de la torchère sur une année).

#### **Article – 4.4.6 Système d'épuration du biogaz**

Le système d'épuration du biogaz en biométhane est conçu, exploité, entretenu et vérifié, afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à 1 % en volume du biométhane produit, ramenée à 0,5 % à compter du 1er janvier 2025. Une évaluation annuelle est réalisée, à partir de la première année de fonctionnement du système d'épuration, afin de s'assurer du respect de ces valeurs, dont le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.

### **TITRE 5 - Prévention et gestion des déchets**

#### *CHAPITRE – 5.1 Limitation de la production de déchets*

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de son installation pour respecter les principes définis par l'article L541-1 du code de l'environnement :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
  - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
  - b) le recyclage ;
  - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
  - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées, afin :

- d'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier ;
- d'organiser le transport des déchets et de le limiter en distance et en volume selon un principe de proximité ;
- de contribuer à la transition vers une économie circulaire ;



- d'économiser les ressources épuisables et d'améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources.

### *CHAPITRE – 5.2 Séparation des déchets*

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à garantir leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité.

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R541-8 dudit code.

Les déchets non dangereux de bois, papier, carton, métaux, verres, plastiques, produit par le site, y compris lors de chantiers de construction ou de déconstruction sur site, ainsi que la fraction minérale et le plâtre des déchets de construction ou de déconstruction sur site produits, font l'objet d'un tri à la source et d'une valorisation, conformément aux articles D543-278 à D543-287 du code de l'environnement.

### *CHAPITRE – 5.3 Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets*

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas trois ans.

### *CHAPITRE – 5.4 Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement*

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L511-1 et L541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

### *CHAPITRE – 5.5 Déchets traités à l'intérieur de l'établissement*

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

## CHAPITRE – 5.6 Transport et traçabilité

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R541-43 et R541-43-1 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R541-45 du code de l'environnement établi par voie électronique au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement (Application Trackdéchets).

Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R541-49 à R541-63 et R541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE – 5.7 Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Nature des déchets générés sur le site	Type	Quantité	Code déchets	Stockage sur site	Filière d'élimination
Digestats chaulés	DND	1 668 t MS/an	19 06 06	Silo de 45 m <sup>3</sup>	Valorisation matière : épandage agricole
		278 tMS /an	19 06 06		Valorisation matières
Digestats non chaulés	DND	834 tMS /an	19 06 06	Silo de 85 m <sup>3</sup>	Valorisation thermique
Boues de la station d'épuration du site	DND	6 790 kg MS/j	19 08 14	Bâche de 425 m <sup>3</sup>	Renvoi dans le process de méthanisation du site
Graisses	DND	165 kg MS/j	04 02 10	Bâche de 425 m <sup>3</sup>	Renvoi dans le process de méthanisation du site



Déchets générés par l'activité de maintenance					
Aérosols	DD	<50 L	15 01 10 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé
Chiffons souillés	DD	< 50 L	15 02 03 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé
Filtres à huile maintenance	DD	<100 kg	15 02 02 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé
Ferraille/câbles	DND	<10 t	17 04 07	Zone de stockage dédiée	Valorisation selon filière spécifique dûment autorisée au titre du tri et/ou de la valorisation de déchets
Contenants souillés	DD	<100 kg	15 01 10 *	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé
DAE autres : « Autres déchets d'activité économique non dangereux » autre que bois papier carton verre métaux plastiques et textiles	DND	8 t	20 01 99	Benne spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé dûment autorisé
Charbon actif	DND	5 à 10 t	06 13 02	Bac spécifique	Enlèvement par prestataire spécialisé dûment autorisé
Matériaux filtrants traitement air (écorce de pin, pouzzolane, bille d'argile...)	DND	6 t (1)	15 02 03	Pas de stockage sur site, enlèvement par prestataire	Enlèvement par prestataire spécialisé dûment autorisé
Déchets Ménagers et Assimilés (DMA)					
Ordures ménagères résiduelles après tri des emballages et des biodéchets liées à la vie quotidienne du personnel sur le site	DND	<1 t	20 03 01	Bac spécifique	Ramassage séparé et traitement par la collectivité

Emballages assimilables aux emballages de déchets ménagers	DND	<1 t	20 01 99	Bac spécifique	Ramassage séparé et traitement par la collectivité
Déchets de restauration (Biodéchets)	DND	<1 t	20 01 08	Bac spécifique	Ramassage séparé et traitement par la collectivité ou Valorisation selon filière spécifique dûment autorisée à recevoir des biodéchets
Déchets de papier, cartons, bois, plastiques métaux, verres, textiles dont les emballages souillés ou non mais non dangereux	DND	<1 t	20 01 38 20 01 39 20 01 40 20 01 01 20 01 02 20 01 11 20 01 99 (collecte multi flux)	Zone de stockage dédiée	Valorisation selon filière spécifique dûment autorisée au titre du tri et/ou de la valorisation de déchets
<b>Déchets végétaux</b>					
Liés à l'entretien des espaces vert du site (biodéchets de déchets verts)	DND	50 m3	20 02 01	Pas de stockage sur site, enlèvement par prestataire	Valorisation selon filière spécifique dûment autorisée à recevoir des biodéchets

(1) Opération très ponctuelle (>5 ans). La quantité indiquée correspond à la quantité de déchets à traiter lors d'une opération ;

DD : déchets dangereux ; DND : déchets non dangereux ; DAE : déchets d'Activité Economique

## CHAPITRE – 5.8 Autosurveillance des déchets

Conformément aux dispositions des articles R541-42 à R541-45 du code de l'environnement relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un ou plusieurs registres chronologiques de la production et/ou de l'expédition des déchets dangereux, terres excavées et sédiments établi(s) conformément aux dispositions nationales établies par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et contenant au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP (polluants organiques persistants) au sens de l'article R541-8 du code de l'environnement ;



- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, entrée en vigueur le 5 mai 1992 ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R541-45 du code de l'environnement et R1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;
- le nom et l'adresse de l'établissement receveur et/ou expéditeur ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur, définie à l'article L541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L541-1-II-2° du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susdit ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 précité ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle, ci-avant citée.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

Les données constitutives du registre relatives aux déchets dangereux, terres excavées et sédiments sont transmises par voie électronique au ministre chargé de l'environnement. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement (outils TrackDéchets et/ou RNDTS). Pour les déchets dangereux, elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation

des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.

#### *CHAPITRE – 5.9 Déclaration*

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008, modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transports de polluants et de tous les déchets produits, traités, reçus et expédiés.

### **TITRE – 6 Dispositions finales**

#### *CHAPITRE – 6.1 Publicité*

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Hyères et peut y être consultée.

L'arrêté est affiché à la mairie de Hyères pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture du Var.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R181-38 du code de l'environnement.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### *CHAPITRE – 6.2 Délais et voies de recours*

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télérécours citoyen" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)



## CHAPITRE – 6.3 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire de Hyères, l'inspecteur de l'environnement auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement - unité départementale du Var, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, donc copie sera adressé au maire de Carqueiranne, au président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, au directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (délégation départementale du Var), au directeur départemental des territoires et de la mer du Var ainsi qu'au directeur départemental du service d'incendie et de secours du Var.

Fait à Toulon, le **23 AOUT 2024**

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

**Lucien GIUDICELLI**

## ANNEXE 1 – Plan des installations

